



Trait d'Union

Le journal mensuel
de l'UNEF Paris IV (AGEPS)

Numéro 5
novembre-décembre 1998

ÉDITORIAL

Trop, c'est trop !

Jamais une rentrée n'avait été marquée par tant d'agressions du gouvernement contre les étudiants.

Contre la qualité de nos études: Allègre s'apprête à appliquer le rapport Attali qui préconise l'autonomie des facs, leur livraison pieds et poings liés aux intérêts privés (ainsi les présidents d'Université ne seraient plus des profs mais des représentants du patronat !), la destruction de la cohérence des cursus au profit d'une professionnalisation à courte vue, bref, la fin de l'université publique, déjà mise à mal par la réforme Bayrou. Ce n'est pas par hasard que c'est maintenant qu'il oblige Paris IV à appliquer cette réforme (voir p. 2).

Contre nos conditions d'études: pas un poste d'enseignant en plus au budget 1999 ! Les besoins sont criants, mais Allègre ne veut pas le savoir.

Contre leur financement. tandis que les belles promesses du Plan social étudiant restent lettre morte, Allègre entreprend la destruction du statut de surveillant. On remplace les pions par des emplois-jeunes, qui travaillent plus, sont moins payés, et, surtout, sont ainsi obligés d'arrêter leurs études, alors que la pionnicat est un moyen de les continuer.

Contre notre principal débouché. Qui aurait pu croire, en voyant 500 000 lycéens dans la rue pour protester contre les classes surchargées et les vacances de postes, qu'il y avait trop de profs dans ce pays ? Allègre avait

fini par promettre 3000 enseignants de plus: il supprime encore des postes au CAPES et à l'Agrégation.

Jamais les étudiants n'avaient été traités avec un tel mépris. Le pouvoir se croit tout permis contre nous parce qu'il est désormais convaincu que nous ne pouvons rien contre lui.

Devant toutes ces attaques, nous entendons les étudiants de Paris IV dire "C'est bien triste, mais nous n'y pouvons rien", sans parler de ceux qui se donnent bonne conscience en accusant les syndicats de ne rien faire.

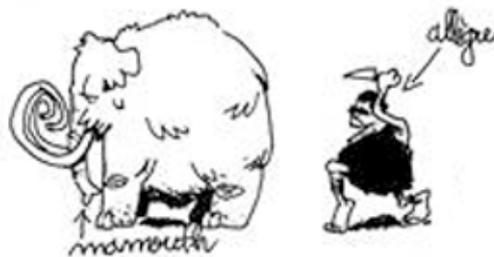
C'est de ce type de raisonnement qu'il faut sortir. **C'est à chacun de vous de prouver à Allègre et Jospin qu'ils ont tort de compter sans vous.**

L'UNEF peut vous informer, c'est à cela que sert ce *Trait d'Union*, elle peut appeler à des AG et à des manifestations, comme elle l'a

fait le 5 novembre. Elle ne peut pas manifester à votre place (est-il utile de vous dire que ceux qui prétendent le faire après s'être fait "mandater" par vous vous prennent pour des idiots ?).

Par le passé, la mobilisation des étudiants a mis en échec les projets dirigés contre l'Université (Devaquet en 86, Jospin en 92, Balladur en 94). Leur passivité actuelle est le plus beau cadeau qu'ils puissent faire au pouvoir. Il lui est très facile d'agir sans eux: aucun gouvernement n'a jamais pu agir contre eux quand ils étaient mobilisés

Notre syndicat n'existe et n'a jamais voulu exister que comme un instrument au service de la mobilisation des étudiants pour défendre leurs études et leur droit à étudier. Cette mobilisation peut faire reculer Jospin et Allègre: rien ne la remplacera.



*Allègre chasseur
de mammoth (suite page 2)*

p. 2: Semestrialisation: l'ouragan Bayrou-Attali arrive sur Paris IV.
p. 3: L'UNEF tous azimuts (exonération, contrôle des cartes, Gd Amphi...)
p. 4: CAPES-Aggeg: en réponse aux manifs des lycées et à nos pétitions, Allègre baisse encore le nombre de postes. L'UNEF relance l'opération Écrivez à votre député !

**DEMANDEZ NOUS LE SUPPLÉMENT
SPÉCIAL CAPES AGREG À CE TRAIT D'UNION**

SEMESTRIALISATION:

l'ouragan Bayrou-Attali arrive sur Paris IV

L'UNEF avait réussi à empêcher jusqu'à présent l'application de cet aspect particulièrement dangereux de la réforme Bayrou. C'est fini: le CEVU et le CA (Conseil des Études et Conseil d'Administration) viennent de voter le passage à la semestrialisation. Pas de gaieté de cœur: les élus UNEF étaient contre, les profs aussi (Quant à l'UNEF-ID, dont nous n'avons toujours pas compris pourquoi elle était pour, ses élus sont rarement présents et jamais nombreux. Même chose pour l'UNI, dont nous savons très bien pourquoi elle est pour). Mais quand notre élu est intervenu au CA pour dire que l'UNEF soutiendrait fermement toute solution maintenant les modules sur un an, Monsieur Molinié a répondu que le ministère avait donné l'ordre formel de semestrialiser. Cela voulait dire qu'en cas de refus il couperait les crédits de l'Université. La démocratie universitaire selon Allègre...

La semestrialisation semble une mesure technique sans grande portée. Au lieu d'avoir, par exemple, six modules sur l'année, avec trois heures de cours et TD par semaine, on en a trois au premier semestre, trois au deuxième, avec six heures par semaine. Rien de changé, à première vue.

Ceux qui la défendent n'ont d'ailleurs pas beaucoup d'arguments. Le principal est que "C'est comme ça partout ailleurs en Europe". Magnifique ! **Mais si on regardait plutôt les conséquences que ça a, partout où ça existe ?**

En effet, au deuxième coup d'œil, **la semestrialisation a des effets catas-trophiques**

1) Deux heures par semaine jusqu'en janvier, ça n'équivaut pas à une heure jusqu'en juin. **Le temps pour assimiler, prendre du recul par rapport au cours, s'approprier les connaissances, est deux fois moindre.**

Au lieu d'étudier parallèlement les différents aspects d'une matière (en histoire, les quatre périodes, en français, les différents siècles...) on se bourre le crane successivement avec deux ou trois d'entre eux. Ce n'est pas la même approche !

2) Elle pose un problème pratique: **deux fois plus de sessions d'examens !** En effet, les terminaux du premier semestre auront lieu en janvier, à l'époque qui est aujourd'hui celle des partiels.

Que faire de ceux-ci ? Il y a deux solutions, toutes deux désastreuses (chaque conseil d'UFR devra trancher). La première est de les maintenir au milieu de chaque module, c'est à dire en novembre (un mois après la rentrée !). La deuxième, encore pire, est de les supprimer, ce qui veut dire que nous n'aurions plus qu'un exercice écrit par module au lieu de deux. Qu'oi qu'en disent ceux qui nous prêchent la "méthodologie" (sans jamais nous dire en quoi elle pourrait consister), le seul moyen connu d'apprendre à faire des dissertations, des commentaires et des versions, c'est d'en faire. **Plus de**

partiel signifie plus d'occasion de s'entraîner et de s'améliorer avant le terminal.

3) Elle menace plus gravement encore tous ceux —il y en a, malheureusement— qui n'ont pas les moyens d'être étudiants à plein temps. **C'est le système même de l'examen terminal qui est remis en cause.** On pouvait, avant, travailler à plein temps toute l'année et consacrer le mois de juin aux exams. Désormais, il faudra en passer aussi en janvier. De

plus, le CA et le CEVU ont décidé que les modules optionnels seraient notés à 100 % en contrôle continu: plus aucune possibilité de contrôle terminal donc.

De plus, la semestrialisation ouvre la porte à toute sorte d'attaques.

Contre la session de septembre. Elle est maintenue cette année: c'est une grande victoire de l'UNEF (et, il faut le

dire, de l'UNEF seule). Mais pour combien de temps ? La logique de la semestrialisation implique sa suppression: de nombreuses facs l'ont déjà fait. Il ne sera d'ailleurs pas évident de repasser en septembre des modules sur des sujets dont nous n'aurons plus entendu parler depuis janvier. Pour tous les partisans de la réforme, une solution simple s'impose: plus de session de rattrapage, ou une deuxième session juste après la première, qui ne donne aucune chance de faire de nouvelles révisions pour se mettre à niveau. Coup dur pour tous les étudiants, et en particulier pour les étudiants salariés.

Enfin cette application forcée de la réforme Bayrou, qu'on avait pu croire un instant enterrée, **prépare la mise en œuvre du rapport Attali**, qui préconise la soumission des facs aux entreprises privées. En cassant l'année universitaire, on ouvre la possibilité de l'alternance un semestre de cours (bâclés) / un semestre de stage (sous-payé et sans formation réelle). Juppé et Bayrou en avaient rêvé, Jospin et Allègre le feront, si nous ne réagissons pas.



Le mammoth peut et doit réagir !

L'UNEF tous azimuts

Bilan positif pour la campagne d'exonération des droits d'inscriptions de l'UNEF, lancée dans le dernier *Trait d'Union*.

Grâce aux informations que nous donnions, de nombreux étudiants non boursiers mais en difficultés financières ont pu obtenir cette exonération, soit en écrivant directement au président, soit en faisant transmettre leur demande par les élus UNEF.

###

Succès dans un premier temps pour notre campagne contre le contrôle des cartes à l'entrée de la Sorbonne. En apparence, du moins: sitôt que nous avons sorti la pétition, le rectorat a fait cesser ce contrôle, la rendant sans objet. Mais en revanche, nous n'avons obtenu aucune garantie ni au rectorat, ni au ministère, que cela ne se reproduirait pas. Le rectorat persiste à refuser tout dialogue avec les étudiants (et avec les Universités: Monsieur Molinié, président de Paris IV nous a dit qu'il partageait tout à fait notre position... mais que le rectorat ne voulait pas l'entendre). Une motion a été également votée par le Conseil d'Administration à l'initiative des élus UNEF contre ces contrôles, à l'unanimité, profs comme étudiants

Mais jeudi et vendredi, c'était reparti, avec des CRS en plus. Motif: colloque sur le Plan U3M. Pas question que des étudiants viennent donner leur avis. Et comme Allègre a besoin du grand Amphi, les cours y sont supprimés (y compris ceux de CAPES-Agreg): beau début pour la rénovation...

###

D'une manière générale, le rectorat restreint le plus possible l'accès des étudiants au grand amphi. L'UNEF a donc pris l'initiative d'une pétition au président:

"Il y a quatre ans, suite à une action des étudiants à l'initiative de l'UNEF, le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne a été rouvert aux cours, après vingt-trois ans d'une fermeture scandaleuse. Nous tenons à ce qu'il le reste.

Manifestement, le rectorat n'a jamais accepté cette réouverture, et a multiplié les entraves à la circulation des étudiants. Elles atteignent désormais un caractère insupportable, de nature à perturber gravement le déroulement des cours.

Les galeries "Lettres" et "Sciences" sont fermées, ce qui oblige à passer par l'extérieur. Désormais, l'entrée du 46 rue des Écoles n'est plus ouverte que

quelques minutes par heure, ce qui entraîne un retard systématique dans le début des cours, et oblige d'une part les étudiants arrivés en avance à attendre dehors, dans le froid, d'autre part interdit à ceux qui arrivent légèrement en retard d'assister au cours.

Nous vous demandons donc d'intervenir auprès de Monsieur le Recteur pour que les cours au Grand Amphi aient lieu dans les mêmes conditions que tous les autres, ce qui suppose l'ouverture permanente des galeries "Lettres" et "Sciences", et la fin de contrôles qui ont d'autant moins lieu d'être qu'il s'agit de circuler d'un point de la Sorbonne à un autre."

En une heure, cette pétition avait déjà obtenu près de 200 signatures. Nous attendons la suite...

Dernière minute: on nous a dit que les galeries étaient fermées désormais "pour des raisons de sécurité" parce que les emplois des vigiles chargés de les surveiller avaient été supprimés pour faire des économies ! Sans commentaires.

###

Les fascistes tenteraient-ils de revenir en Sorbonne ? Le 28 octobre, le GUD y a fait un rapide passage. Bilan: deux étudiants à l'hôpital.

La mobilisation qui a suivi a montré la détermination des étudiants. Elle a culminé avec une AG de protestation amphi Richelieu le 4 novembre.

Depuis, une tentative du FNJ à Tolbiac a été mise en échec par la réaction immédiate des étudiants. Même chose en Sorbonne un peu plus tard pour des militants de l'Action française. Nous avons réagi en expliquant aux étudiants qui prenaient leur tracts qu'ils étaient. Ils n'ont pas insisté.

La vigilance s'impose donc.

###

Non seulement il faut plus de postes au CAPES (voir page 4), mais il faut... un CAPES de plus. C'est l'opinion émise par le Conseil d'UFR d'Histoire de l'Art et d'Archéologie sur proposition des élus UNEF.

Depuis plusieurs années, l'Histoire de l'Art est enseignée dans les lycées. Mais il n'y a pas de profs formés pour cela, alors que les étudiants d'Histoire de l'Art ont peu de débouchés.

La solution semble évidente: il faut un CAPES d'Histoire de l'Art ! C'est pourquoi l'UNEF a entrepris une campagne sur ce thème.

POUR LUTTER, S'INFORMER !

Vous pouvez consulter au local de l'Unef:

LE RAPPORT ATTALI

**LES TEXTES DES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS QUI SE DÉVELOPPENT CONTRE (VOIR ÉDITO)
LES TEXTES DE L'UNEF À CE PROPOS**

CAPES-AGREG : DE PIRE EN PIRE !

Le mouvement lycéen du mois d'octobre dernier a fait apparaître au grand jour les problèmes que connaît aujourd'hui l'enseignement secondaire. En attirant l'attention sur le manque d'enseignants, cette mobilisation rejoignait la nôtre.

En effet, cela fait 3 ans que l'UNEF attire l'attention sur la baisse importante du nombre de postes proposés au CAPES et à l'Agrégation. Ce sont ces profs qui manquent aujourd'hui. Le succès (plus de 700 signatures) rencontré par notre pétition du mois dernier contre la baisse des postes au CAPES et à l'Agreg montre que nous ne prêchons pas dans le désert et que ce sujet concerne bien tout le monde.

En trois ans nous avons vu ce nombre de postes aux concours diminuer de plus de 30% alors que la situation actuelle (classes surchargées) nous montre que, plus que jamais peut-être, nous avons besoin de professeurs.

Essoufflé à la fois par les vacances de la Toussaint et par les promesses d'Allègre, le mouvement lycéen est aujourd'hui terminé. Cependant les problèmes demeurent.

Profitant des vacances, Claude Allègre avait promis 14 000 postes supplémentaires pour l'Education Nationale. Néanmoins, sur ces 14 000 postes 3 000 seulement concernent l'enseignement en tant que tel. De plus, il s'agit surtout de faire appel à des maîtres auxiliaires et non de titulariser les premiers collés au CAPES et à l'Agrégation 1998 (collés qui auraient eu leur place deux ans auparavant).

Aujourd'hui, on connaît enfin le nombre de postes proposés pour 1999. En effet, contrairement aux années précédentes, le ministre n'a pas attendu le dernier moment (quelques semaines avant les écrits) pour le publier. Le constat est édifiant. Indifférent aux revendications lycéennes Allègre présente une nouvelle baisse de postes de l'ordre de 6,2% en moyenne. Cette annonce, due plus à des raisons budgétaires que démographiques, nous ne pouvons l'accepter.

C'est pour cette raison que nous demandons à Monsieur Allègre une réévaluation immédiate du nombre de postes proposés au CAPES et à l'Agrégation en 1999, les portant à un niveau au moins égal à celui de 1996. C'est en effet aujourd'hui que nous devons réagir et pas lorsqu'il sera trop tard. L'allègement des programmes n'est pas une solution en soi et n'aura pour conséquence qu'une dévalorisation des diplômes.

Devant le mépris par lequel on répond à nos pétitions et à nos manifestations, l'UNEF Paris IV a décidé de continuer la lutte sous une autre forme en relançant son opération Écrivez à votre député.

Une lettre a déjà été adressée à chaque député par notre syndicat. Il faut savoir que la plupart d'entre eux ne sont au courant ni de la baisse des postes, ni de ses enjeux exacts. C'est pourquoi nous pensons que des lettres écrites par des étudiants peuvent toucher certains d'entre eux et les amener à agir sur le gouvernement.

Nous demandons donc à chaque étudiant d'écrire à titre personnel au député de sa circonscription pour l'informer de notre problème et lui demander son opinion et s'il a l'intention d'agir à ce sujet. (un modèle de lettre dont on peut éventuellement s'inspirer est publié dans Trait d'Union spécial CAPES Agreg

L'UNEF Paris IV publie un Trait d'Union spécial CAPES Agreg avec les chiffres des postes (et l'évolution depuis 1996), la lettre que nous avons envoyée à tous les députés, un modèle de lettre dont tu peux t'inspirer pour écrire à ton député.

Demandez le nous !



**UNEF Paris IV (Union nationale des étudiants de France,
Association générale des étudiants de Paris-Sorbonne)**

Le syndicat qui défend les étudiants

Pour tout problème n'hésitez pas à nous contacter

Sorbonne: 18 rue de la Sorbonne, au fd, à droite

Clignancourt: à gauche en sortant des Amphis

tél: 01-40-46-32-27 (répondeur)

www.altern.org/unefparis4 (unefparis4@altern.org)

Prénom et nom:

Adresse:

Tél (éventuellement):

Année et filière:

Je souhaite recevoir le *Trait d'Union spécial CAPES / Agreg*.

Je souhaite être informé des activités de l'UNEF Paris IV et recevoir régulièrement *Trait d'Union*.

Je souhaite adhérer à l'UNEF et joins (cotis. 80F. premier versement minimum 10F)

A renvoyer à UNEF Paris IV, 1 rue V. Cousin 75005 PARIS ou à déposer au local de l'UNEF.